

On s'abonne au bureau du Journal, rue de l'Ange, n° 627, où les lettres et envois doivent être adressés franc de port.

PREX DE L'ABONNEMENT :
(Par trimestre.)

Pour Namur. 4 fl. 50 c.
Pour les autres villes. 5 20

COURRIER

DE LA SAMBRE.

INSERTIONS ET
Prix par ligne d'impression, 10 cents.

Avis aux abonnés.

Les abonnés qui commencent à toutes les époques mais doivent échouer à la fin de mars, juin, septembre et décembre.

N° 432.

MERCREDI.

24 AOÛT 1831.

INTERIEUR.

BRUXELLES, 22 août.

LE GÉNÉRAL DAINE ET LE GÉNÉRAL DE FAILLY.

On a annoncé que le général Daine est mis en disponibilité, et que la démission du général de Failly est acceptée. *Le Moniteur* garde encore le silence à cet égard. Reculerait-on déjà devant ces mesures, que nous sommes loin de considérer comme suffisantes? Le général Daine est hautement accusé d'avoir refusé trois fois d'obéir aux ordres qui lui avaient été donnés; peu importe qu'il ait pu croire que le plan qu'il avait conçu fût meilleur que celui qu'on lui avait tracé, c'était à lui d'obéir, et les désastres que nos deux armées ont essayés peuvent être attribués à cette désobéissance. Il ne suffit donc pas de mettre le général Daine en disponibilité; c'est devant la haute-cour militaire qu'il doit répondre de sa conduite; et si le gouvernement ne donne pas l'ordre de son arrestation, c'est au général Daine à se constituer lui-même prisonnier. L'un et l'autre manqueraient au pays, s'ils ne lui accordaient cette première satisfaction, si vivement réclamée.

Quant à M. de Failly, les milliers des voix accusatrices qui se sont élevées contre son administration avant la reprise des hostilités; le manque absolu de moyens de défense dans lequel le pays a été surpris; son refus constant et avoué par lui d'armer le premier ban de la garde civique, tandis qu'au moment du danger les armes ont été trouvées; ses mensonges sur la force de notre armée, qui ne comptait pas la moitié des soldats si souvent annoncés par lui; les articles du *Moniteur* insérés par ses ordres, et dont le but était de tromper la nation et le roi; mille autres faits signalés par les journaux, et par les habitans des localités menacées par l'ennemi, ne permettent plus de douter qu'il y a eu plus de l'incapacité dans la conduite du général, et que la future chambre le mettra en accusation. Mais, dès aujourd'hui, le gouvernement a des devoirs à remplir, et ne doit pas attendre que l'accusation parte de la représentation nationale. Les relations de famille et d'intérêts que le général a avec la Hollande doivent faire craindre qu'il ne cherche à se soustraire à l'accusation qui pèse sur lui; le gouvernement doit empêcher qu'une scandaleuse impunité ne puisse avoir lieu.

M. de Brouckère doit remplir de grandes promesses: c'est surtout de l'énergie, et beaucoup d'énergie, que la nation attend de lui. (*Indép.*)

M. Lebeau a donné sa démission de membre du conseil des ministres.

— LL. AA. RR. le duc d'Orléans et le duc de Nemours sont arrivés à Bruxelles hier après-midi, et sont descendus à l'ancien hôtel de M. le régent. Les princes et leurs aides-de-camp, les généraux Baudrand et Marbot, sont arrivés au palais du roi à six heures. Ils ont dîné avec S. M.

Le marquis de Latour-Maubourg et le général Belliard dinaient à la cour.

— Le général comte Belliard, pair de France, a été reçu hier, à une heure, en audience solennelle par S. M., comme envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi des Français; il a été présenté par le ministre des affaires étrangères, et a remis entre les mains de S. M. ses lettres de créance et la réponse faite par Louis-Philippe à la lettre de notification.

— D'après les différens rapports faits au ministre de la guerre, des officiers de tout grade ont été mis en non-activité, en attendant que le travail de la commission militaire d'enquête soit achevé.

Les officiers d'état-major seront soumis à des examens qui commenceront le 1^{er} septembre. Ceux qui ne pourront y satisfaire seront envoyés dans des corps de cavalerie ou d'infanterie.

En l'absence d'école militaire, des cours, destinés aux officiers et aux aspirans d'artillerie, sont donnés au ministère de la guerre.

— Nous sommes autorisés à annoncer que toutes les mesures de précaution, d'art et de police, ont été prises en Belgique pour la préserver du choléra. Nous publierons l'arrêté pris à cet égard.

— On écrit de Paris, le 20 août :

Les lettres qui sont arrivées aujourd'hui d'Allemagne confirment la mort de l'empereur Nicolas. Elles ajoutent que sa mort ne fera rien à la cause polonaise, parce que l'empereur était tout-à-fait sous l'influence de l'autocratie russe, qui ne meurt pas avec lui.

— Nous nous sommes fait une loi, dans les circonstances actuelles, de ne cacher au public ni l'étendue de nos revers, ni la gravité des fautes que quelques hommes ont commises chez nous. Comme Belges, nous croyons cette manière d'agir conforme à la dignité et aux intérêts du pays. Mais autant nous mettons de loyauté dans l'aveu de nos pertes, autant nous mettrons désormais d'empressement à dévoiler la tactique de certains hommes qui se font de nos désastres un sujet d'amplifications interminables, dans lesquelles ils donnent libre carrière à la fécondité de leur imagination et dans lesquelles perçoit, mal-

gré eux peut-être, un air de triomphe et de persiflage. Aussi c'est un devoir pour nous de signaler aujourd'hui la conduite de quelques étrangers qui semblent prendre plaisir à présenter les derniers événemens sous l'aspect le plus faux et le plus ridicule. Il paraît que ces messieurs voudraient nous dégrader à nos propres yeux, nous enlever notre propre estime, afin de nous amener à faire peu de compte de la perte de notre nationalité. Le bon sens public déjouera leurs perfides manœuvres, comme il a déjà fait justice de leur prétendue bonne foi. Du reste, qu'ils se gardent bien de voir dans l'arrivée de 50,000 de leurs compatriotes, un j et de s'enhardir et d'élever encore plus haut la voix: car lorsqu'ils parleront de lâcheté, nous en appellerons à ces soldats français qui nous ont vu combattre 20 ans à leurs côtés, et qui certes n'attribueront pas à un manque de bravoure un résultat dû uniquement à l'imprévoyance et à l'incapacité de nos chefs. (*Belge.*)

— On lit dans l'*Indépendant* :

Nous tenons de source certaine que le prince d'Orange avait reçu l'ordre du roi Guillaume de cesser les hostilités, avant qu'il fut venu attaquer nos troupes le 12. D'un autre côté, l'armée hollandaise compte au moins 1200 morts et blessés. La Hollande a des actions de grâce à rendre au prince qui vient de laver ses affronts précédens dans le sang de 1200 de ses sujets!

— On donnait hier au soir comme certaines la nomination de M. le comte Belliard au commandement général des troupes belges, et celles de MM. Tiburce Sébastiani, Nègre, Haxo et Lævestines, à d'autres commandemens des mêmes troupes. (*Lynx.*)

— M. Cassas, précédemment chargé du consulat-général à Lisbonne, a été nommé par le roi de France, consul à Anvers.

— C'est avec peine que nous voyons des journaux français et des journaux belges faire chorus avec l'insultante gaité du *Journal de la Haye*, qui, lui du moins, peut avoir quelque raison de se réjouir, et trouver en quelque sorte une excuse de la brutalité de ses cris de joie dans l'ivresse de son triomphe inattendu.

Mais ce que nous ne comprenons pas, c'est que chez nous, un journal qui se prétend animé par l'amour du pays, et qui nous assure chaque jour qu'il ne défend bien certainement pas les intérêts d'un autre pays que le nôtre, rapporte incessamment des récits de derniers événemens dans un style bouffon et ironique, qui tend à jeter le ridicule sur toute une nation que son malheur récent devrait rendre aujourd'hui plus sacrée pour tous. Ce que nous ne comprenons pas, c'est que les feuilles françaises prêtent imprudemment leurs colonnes à de prétendues correspondances belges, où chaque mot est un mensonge, où chaque phrase est une tendance à déshonorer le courage et l'honneur belge.

En vérité, cela est affligeant, et nous ne pouvons assez engager les écrivains recommandables et impartiaux des feuilles auxquelles nous faisons allusion, à se tenir en garde contre cette nouvelle tactique des ennemis de la liberté, qui, en surprenant notre bonne foi, veulent aujourd'hui nous faire tourner des armes contre nous-mêmes.

(*Courrier.*)

Correspondance particulière de l'*Indépendant*.

Bruges, le 21 août 1831.

Ainsi que vous le dites fort bien dans votre N° de ce jour, la création d'une commission d'enquête est une première satisfaction accordée à l'honneur du pays, qu'elle est chargée de réhabiliter en flétrissant l'incurie et l'incapacité de ceux qui l'ont si lâchement compromis. Cette tâche est grande et d'autant plus difficile que la nation est impatiente de ses résultats. Il serait imprudent sans doute de les préjuger: les antécédens de M. de Brouckère, son activité, son patriotisme, sont des garans sur lesquels on peut se reposer avec confiance. Il remplira dignement cette importante et délicate mission. Attendons avec calme.

Le choix de président de la commission ne trouve guère d'approubateurs ici, ou plutôt, on s'en étonne généralement. Cela tient vraisemblablement, à tout ce que l'on a débité sur le compte du général Wauthier; il est indispensable, autant et plus même dans l'intérêt de ce général, que pour la satisfaction du pays, que ces faits soient éclaircis. On s'attend donc à ce qu'il refuse les honorables fonctions auxquelles il est appelé.

La rive gauche de l'Escaut va entrer pour une bonne part dans les travaux de la commission. Incendies, pillages, inondations, viol, assassinats, crimes de tous les genres, y ont été commis par les hordes dévastatrices de Guillaume. Des mesures de défense plus énergiques en eussent indubitablement prévu le plus grand nombre. Mais pas un plan d'arrêté; les moindres dispositions dédaignées; une force militaire insignifiante et disséminée, manquant de vivres, de munitions et d'artillerie.

Le Capitalein-Dam surpris et enlevé, non sans résistance, il est vrai, toutefois inutile et impossible, tandis qu'il eût été si facile de s'en assurer la possession; et je dirai plus, après avoir rejeté un projet de défense, réclamé par les habitans eux-mêmes. Enfin, une inertie complète dans les ordres et contre-ordres pendant l'agression. Voilà les points capitaux sur lesquels on appelle son attention.

L'armée des Flandres a en outre une forte dose d'incapacités à grosses épaulettes, qu'il serait facile à la commission de découvrir et qu'au besoin nous nous chargerons de désigner.

C'est M. Moyart qui remplace provisoirement le général Wauthier dans son commandement; il a quitté hier notre ville pour se rendre à Gand.

Le brave major Polis a pris, *par interim*, le gouvernement militaire de cette province. On ne pouvait le remettre en de meilleures mains. Tous les vœux sont pour lui, ici, où l'on a pu si bien apprécier ses mérites, et l'on espère que M. le ministre de la guerre saura les comprendre en lui accordant un avancement acquis à plus d'un titre. On ne dira jamais de lui qu'il a pêché ses épaulettes dans l'eau trouble.

GAND, 20 août.

Sont arrivées ce matin en notre ville les deux compagnies du premier bataillon de tirailleurs francs, venant de l'armée de la Meuse. Elles partiront demain pour Bruges.

— Le deuxième régiment de chasseurs à cheval, qui devait arriver aujourd'hui en cette ville, a reçu à Alost l'ordre de retourner à Bruxelles. Le premier régiment de chasseurs viendra le remplacer.

— Il passe tous les jours par notre ville quelques petits détachemens du régiment étranger, pour être incorporés dans les différens régimens de l'armée, à raison de 36 par régiment.

— On nous apprend que M. van Crombrughe refuse à se placer à la tête de l'administration municipale de Gand; nous donnons cette nouvelle sans la garantir. (J. des Flandres.)

— On écrit d'Ostende, 18 août :

Notre cité vient de recevoir un renfort considérable de garnison. Le 1^{er} ban de la garde civique du canton de Ghisteltes, d'à peu près 400 hommes, à la rencontre duquel est allé notre état-major avec la musique en tête, est entré en ville et occupe les nouvelles casernes. Toutes ces troupes montrent les meilleures dispositions.

RUREMONDE, 17 août.

Je vous ai écrit plusieurs fois, mais je sais aujourd'hui que nos courriers ont été interceptés, tant par Liège que par Hasselt et Tongres; la position de l'ennemi en était le seul motif. Le Limbourg entièrement séparé de vous, coupé en droite ligne depuis Hechtel jusqu'à Maestricht, était dans une véritable anxiété: d'un côté, l'on craignait un mouvement de la Prusse; de l'autre, une invasion hollandaise. Notre régiment, seule force militaire, s'est constamment porté sur tous les points de la province, tant pour intimider l'ennemi que pour le chercher où il se montrait. C'est par erreur qu'un journal a dit que le colonel Vandenbroeck s'était porté sur Nimègue.

Le colonel Vandenbroeck, à la tête du 3^e chasseurs, avec deux pièces d'artillerie, s'était avancé jusqu'à une demi-lieue d'Eindhoven: son intention était de s'emparer de cette ville, de plusieurs pièces d'artillerie et d'un dépôt de munitions qui s'y trouvaient; de faux avis donnés et apportés au colonel, le forcèrent de regagner de suite Ruremonde que l'on disait attaqué. Ruremonde était parfaitement calme, et n'avait pas vu d'ennemis. Mais les Hollandais profitèrent du départ de nos troupes pour se jeter dans Weerdt au nombre de 2400 hommes avec plusieurs pièces d'artillerie. A cette nouvelle, et par ordre du colonel, le major Crossé, à la tête du 3^e régiment de chasseurs, marcha sur Weerdt: la garde civique de Weerdt avait jeté ses armes, disant pour sa justification que le départ des troupes pour Ruremonde lui avait fait penser qu'on l'abandonnait... qu'on le trahissait! Nous commençâmes le feu même en avant de Weert, et l'ennemi était tellement supérieur en forces, qu'il ne nous ripostait que par le feu de pelotons: heureusement la crainte l'empêcha de tirer juste. Chassé de Weerdt, il s'enfuit lâchement et en toute hâte. Quelques cuirassiers, quelques chevaux, et le drapeau hollandais qui avait été arboré sur l'hôtel de ville, tels furent les fruits de la victoire. C'est par erreur ou par ironie peut-être que l'on a mis dans un journal de Liège, en caractères italiques, que nous avions fait une *centaine de prisonniers*, et que l'on a ajouté un éloge exagéré de cette expédition.

Nous connaissons plus d'un Limbourgeois au cœur hollandais, et si l'on a voulu jeter quelque ironie sur une expédition où 2400 Hollandais ont fui devant quelques compagnies de chasseurs, car deux bataillons seuls ont donné, en voici le motif: le drapeau hollandais mis en lambeaux pendait, lors du retour à Ruremonde, au portail de chacun des deux premiers chevaux attelés aux pièces d'artillerie. Un autre lambeau, attaché par une corde à la dernière pièce, était traîné dans la boue. Ce spectacle ne plut pas à tout le monde.

Venloo, animé du meilleur esprit, s'est constamment tenu sur ses gardes, car l'ennemi avait le projet de chercher à surprendre cette place; l'activité du commandant de place, M. Brialmont, du colonel Dufresnel, et le dévouement de la garnison et de la garde civique, ont fait échouer toutes les tentatives. Plusieurs fois un corps nombreux hollandais s'était montré non loin de Venloo, et gênait par son observation continuelle; quelques sorties l'éloignèrent chaque fois qu'il parut, et chaque fois on lui fit des prisonniers: aussi la ville de Venloo a-t-elle une compagnie d'éclaireurs montés avec les seuls chevaux pris à l'ennemi.

Le 16 août, le colonel van den Broek ayant appris que le corps d'ob-

servation hollandais s'était encore montré à la même distance de Venloo, résolut d'aller le surprendre. En conséquence, le 16 à minuit, le général appela les chasseurs aux armes, et une demi-heure après, le régiment, l'artillerie et les bagages avaient traversé la Meuse sur un bac volant, sur les murs même de Ruremonde: pas un soldat ne manquait à l'appel. Aujourd'hui 17, le régiment a bivouaqué à Meil, rive gauche de la Meuse, à trois lieues de Venloo.

A Meil, nous avons reçu, aujourd'hui 17, l'ordre de suspendre les hostilités et les détails des affaires de Louvain, etc. Le soldat est morne, parce qu'on lui défend les dangers, parce que ses souvenirs sont tous à sa patrie; mais il obéit et conserve sa discipline.

Le 3^e régiment de chasseurs ne compte pas 1500 hommes sous les armes, et c'est avec ce faible corps qu'il a fallu couvrir Venloo, Brée, Sittard, Masseyck, Ruremonde, Stevensverte, Verte, etc. Officiers et soldats ont constamment secondé l'activité du colonel van den Broeck; aussi tous étaient décidés à vaincre ou à mourir. Le ministère a laissé le Limbourg dans le dénuement militaire le plus absolu, et semblait nous destiner tous à une destruction certaine.

La Prusse fait border toutes ses frontières; ses troupes ne sont qu'à une lieue ou deux de nous.

Nota. Quand le corps hollandais de 2400 hommes occupa Verte, il demanda, à notre approche, d'où sortait ce 3^e régiment de chasseurs: les habitans répondirent qu'il était formé des *ex-volontaires Mellinet*. Aussitôt l'ennemi battit en retraite, en répétant *Mellinet... Mellinet...*

19 août. — Rien de nouveau dans notre position: le courrier n'a pu partir parce que celui arrivé le matin a déclaré que les communications n'étaient pas rétablies; pas de lettres, pas d'avis, pas de journaux; nous sommes au bout du monde.

20 août, 7 heures du matin. — Le courrier va partir, il espère passer. L'ennemi a pris position sur ses frontières, à-peu-près dans les mêmes directions que nous; il observe la suspension des hostilités. Le bruit court que le prince Frédéric fait évacuer Maestricht par toute la garnison celle qui se trouvait à Maestricht, jusqu'à ce jour, s'étant attiré la haine publique et se trouvait très-fatiguée.

NAMUR, 23 août.

Nous avons avec le pays entier applaudi et nous applaudissons encore à l'entrée de M. de Brouckere au ministère. Nous l'avons dit, ce choix et celui de M. Raikem, sont heureux; ils sont pleinement d'accord avec l'opinion publique, et donnent la garantie que ces abus révoltans dont on s'est plaint, ne tarderont pas à être réformés. Ce qui fait à cet égard l'espoir du pays, c'est le caractère énergique que tout le monde accorde à notre nouveau ministre de la guerre, ce sont ses talens d'administration que personne ne lui conteste. Voilà des qualités que nous nous plaisons à lui reconnaître.

Nous sommes convaincus aussi que M. de Brouckere a trop d'esprit, qu'il est trop au courant des usages d'un gouvernement représentatif, pour montrer ce dédain superbe dont ses incapables prédécesseurs croyaient devoir se targuer quand la presse leur adressait de salutaires avertissemens; nous ne lui ferons pas l'injure de croire qu'il soit homme à ne pas vouloir une chose *par cela seul que les journaux l'auront demandée*. Ce n'est donc nullement dans un esprit hostile que nous critiquerons ce qui sera relatif à son administration; notre but sera de lui faire connaître ce que pense le public, ce que le pays attend de lui. Nous lui dirons par exemple: ce n'est pas à M. De Faily seul qu'il faut attribuer nos derniers désastres; on s'accorde généralement à ne trouver chez lui qu'incapacité et faiblesse, mais pas davantage. C'est le personnel du ministère qui a fait tout le mal; là peut-être trouvera-t-on autre chose. Il semble donc qu'une mesure à prendre c'était de séparer entièrement votre administration de l'administration funeste qui l'avait précédée, c'était de renvoyer en masse ces hommes dont les actes sont connus, dont la présence dans vos bureaux doit nécessairement paralyser vos efforts pour le bien.

Quel est aussi le but de cette commission d'enquête que vous verrez de nommer? Ses rapports doivent-ils vous servir pour savoir si tel militaire doit ou non être conservé? Mais alors, pourquoi la composer d'hommes dont plusieurs ont vu leur conduite suspectée? C'était peut-être à tort, nous dira-t-on. Nous aimons à le croire, mais le soupçon seul était un obstacle à ce qu'on pût les charger du soin de censurer les autres.

Cependant, après avoir critiqué, notre devoir est aussi d'accorder des éloges pour ce qui est bien. On a vu avec plaisir cette nouvelle organisation militaire qui donne enfin l'espoir que des économies depuis si longtemps réclamées seront faites. Que M. de Brouckere, qui ne doit pas manquer de généraux, car Dieu merci, nous en avons eu des fournées ridicules, écarte de lui l'intrigue qui va l'obséder quand il s'agit de faire un choix. Nous savons que certain général prit la poste aussitôt qu'il eût connaissance de ce nouvel arrêté. Si on songe à le conserver en place, qu'on prenne au moins préalablement des informations sur les lieux, on sera plus à même alors de nommer en connaissance de cause.

Une mesure à laquelle encore nous applaudirons, c'est cet examen que devront subir, dans le mois, tous les officiers d'état-major. Ce qui s'est vu partout dans les dernières opérations militaires, c'est le défaut d'ordres et l'isolement auquel ont été condamnés nos soldats tant à l'armée de Daine qu'à celle dont le roi avait pris le commandement. Tantôt c'étaient une ou plusieurs compagnies délaissées dans un village et forcées de se replier sur l'endroit où devait se trouver le régiment; il en était parti depuis 24 heures sans en donner avis. Tantôt un régiment et même parfois un détachement plus considérable encore, sans communication aucune avec le corps d'armée principal, lassé par des

marchés et des contre-marchés sans but comme sans résultat, et, après avoir longtemps chevauché à l'aventure, obligé de ne prendre conseil que de lui-même. Il ne nous manque cependant pas de ces beaux officiers d'état-major aux habits bleu ciel, aux pantalons amarantes, de ces messieurs qui, pendant que coulait le sang de leurs frères, n'étaient occupés pour la plupart qu'à promener sur le pavé de nos rues, leur nullité et leur luxe insolent. Espérons que justice en sera faite; il ne faut pour cela que de bons examinateurs, des personnes intègres et qui aient vraiment à cœur l'intérêt du pays. Mais pour que M. de Brouckere ne soit pas contrarié dans ses vues, pour que les bonnes intentions puissent être exécutées, nous le disons encore, il faut qu'il fasse maison nette dans ses bureaux, qu'il éloigne ces hommes cramponnés au pouvoir et insultant par leur présence au deuil de la patrie. A.

La grange de la ferme dite *Bruyère* a été incendiée par le feu du ciel; la perte est très-considérable.

— L'on dit qu'un camp français va se former dans les environs de notre ville.

— Le 1^{er} régiment de chasseurs vient de sortir de nos murs, se dirigeant sur Anvers.

— Le *Politique* assure qu'il n'y a plus d'orangiste aujourd'hui.

— Il paraît que notre gouvernement ne prend encore que des demi-mesures; puisse les chambres des représenter nettement les intérêts et les besoins du pays et de l'époque!

EXTERIEUR.

HOLLANDE. — *La Haye*, 11 août.

Des lettres d'Ostende parlent de la découverte d'une conspiration qui aurait eu pour but d'assassiner le prince Léopold.

FRANCE. — *Paris*, 18 août.

Il existe, nous assure-t-on, une division parmi les membres de notre ministère; les uns veulent que notre armée se retire de la Belgique, et les autres sont de l'avis contraire. Le *juste milieu* serait d'en faire retirer seulement la moitié, et c'est probablement le parti qu'on prendra.

— Il paraît que l'horizon politique se charge de nuages; il ne serait pas étonnant que le jour où on y penserait le moins on vit arriver à Paris M. Flahaut, notre ministre à Berlin.

Nous venons de voir un jeune Italien, qui arrive de Milan, et qui nous a fait le récit de toutes les vexations auxquelles sont exposés les Italiens qui désirent sortir de leur pays. Ce jeune homme, étant allé demander un passeport, ne put parvenir à s'en faire délivrer un. Il fut obligé de se mettre comme domestique à la suite d'une famille qui se rendait en Suisse, sans avoir aucuns papiers. Arrivé à Soleure, il se rendit chez le chargé d'affaires de France, vieillard fort âgé, qui lui délivra enfin un passeport pour la France.

— Le *Times* et tous les journaux anglais sont depuis quelques jours remplis d'invectives contre le ministère français, qu'ils accusent de ne rien faire pour la Pologne; les journaux d'outre-mer devraient réfléchir que le gouvernement anglais a peut-être fait moins encore pour la cause polonaise que le gouvernement français. Bien loin delà, c'est la nation anglaise qui fournit des armes à la Russie.

— On nous annonce de Bologne que les efforts de l'Autriche pour fomenter en Italie une insurrection, afin de se donner un prétexte de rentrer dans ce pays, deviennent de jour en jour patens. Il est positif que les insurgés bolonais ont reçu de Vienne 2,500 fusils et deux pièces de canon.

— On dit qu'il vient d'être dressé des plans pour établir des camps sur la frontière belge, lorsque les troupes françaises seront de retour de la Belgique; non-seulement toute l'armée du maréchal Gérard, mais encore d'autres troupes seront dirigées sur nos frontières, afin de veiller sur les mouvemens de la Prusse, et afin de donner du poids à nos réclamations sur les forteresses belges qui forment maintenant le principal point de contestation entre le cabinet français et ceux de la sainte-alliance. On dit que le gouvernement français insiste surtout pour que les places de Mariembourg et de Philippeville soient démolies. La plupart des Français croiraient qu'il serait de toute justice de restituer à la France ces deux places qu'on nous a ôtées contre toute justice.

— Le fils aîné de M. Casimir Périer, dont on avait annoncé dernièrement le départ pour Londres, est de retour à Paris depuis le 18 au soir. Il apporte, dit-on, au gouvernement français, la décision de la conférence, qui enjoint au cabinet du Palais-Royal de faire rentrer sans délai en France l'armée du maréchal Gérard.

— Le bruit s'est répandu que, dans le conseil tenu dans la soirée du 17, M. Casimir Périer, prévoyant les sérieuses difficultés qui peuvent s'élever entre le cabinet du Palais-Royal et celui de S. M. britannique au sujet du séjour plus ou moins prolongé des troupes françaises en Belgique, avait proposé de se rendre à Londres; on ajoutait que le roi Louis-Philippe n'avait point approuvé cette démarche de son premier ministre.

— On écrit de Vienne, sous la date du 9 courant, que sur la nouvelle de l'entrée d'une armée de 50,000 Français en Belgique, les préparatifs de guerre, qui avaient été suspendus dans les états autrichiens, venaient d'être repris avec activité. (*Corresp. du Nuremb.*)

— Hier soir, M. le ministre de la guerre a travaillé avec le roi.

— MM. les membres du jury de l'exposition de tableaux ont eu l'honneur de dîner avec le roi et la famille royale.

— Aujourd'hui, M. le ministre de la guerre et ensuite M. le ministre des travaux publics ont travaillé avec S. M.

— Par ordonnance royale du 9 juillet 1831, M. l'abbé Rey, vicaire-général capitulaire du diocèse d'Aix, a été nommé à l'évêché de Dijon, en remplacement de M. Raillon, nommé à l'archevêché d'Aix.

— Par ordonnance du 1^{er} août 1831, M. l'abbé d'Humières, ancien vicaire-général de Valence, a été nommé à l'archevêché d'Avignon, vacant par le décès de M. Morel, de Mons.

— Des renseignemens certains annoncent que 116 pairs sont unanimes dans la pensée de se retirer de la chambre, dans le cas où l'hérédité de la pairie serait supprimée. (*Quotidienne.*)

— On vient de nommer une commission chargée de réviser les réglemens des bibliothèques, ainsi que le personnel de ces établissemens.

— La cour royale de Paris (chambre des mises en accusation) a renvoyé devant la cour d'assises MM. Marrast et Bascans, rédacteur et gérant de la *Tribune*, comme prévenus de diffamation envers le président du conseil des ministres et M. le maréchal Soult.

— Il y a eu des troubles à Grenoble, à l'occasion d'un jugement prononcé par le tribunal de cette ville contre des jeunes gens accusés d'avoir commis des désordres dans une église pendant une procession. Un attroupement a été poussé des clameurs et des vociférations entremêlées de nombreux sifflets sous les fenêtres de plusieurs magistrats. La lassitude, mieux que les patrouilles, a mis fin à ces désordres. On a remarqué que les trois accusés, dont le procès était le prétexte du trouble, s'étaient entièrement abstenus d'y prendre part.

MORT DE NICOLAS.

L'empereur Nicolas vient de mourir atteint du choléra-morbus.

Vainement, pour fuir la contagion, il s'était enfui au fond de son palais de Péterhoff; le fléau est allé l'y rejoindre à travers la triple ligne de gardes dont il s'était entouré.

La couronne tombe aux mains d'un enfant. La Russie va avoir les orages d'une régence: la sédition et la peste font déjà chanceler le colosse.

Ce grand désastre va donner un répit à la Pologne, si elle respire encore. Les Polonais ne se sont pas manqués à eux-mêmes; Dieu non plus ne leur manque pas.

Désormais le gouvernement russe, tout entier absorbé par la surveillance intérieure d'un empire déjà ébranlé, ne saurait plus posséder l'influence sur l'Europe occidentale. La cause du retardement à perdu son champion le plus redoutable. L'occasion est belle pour les gouvernemens de France et d'Angleterre; mais si aujourd'hui ils ne sauvaient pas la Pologne, leur insouciance et leur impéritie mériteraient une profonde flétrissure. (*Globe.*)

AUTRICHE. — *Vienne*, 9 août.

La nouvelle de l'entrée des troupes françaises en Belgique a fait baisser les actions de la Banque de 978 à 950.

ITALIE. — *Modène*, 6 août.

Les procès politiques se poursuivent ici avec une nouvelle activité, et les arrestations continuent malgré l'exaspération des esprits.

Parme, 5 août. — L'archiduchesse Marie-Louise a imité l'exemple du pape en mitigeant sa première rigueur contre les insurgés. Elle a ordonné de suspendre le cours des procès contre ceux qui ont accepté des fonctions sous le gouvernement insurrectionnel, pourvu qu'ils ne soient pas les auteurs ou agens principaux de la révolte.

Nouvelles de Pologne.

Varsovie, 6 août.

Le 1^{er}, le généralissime a publié un ordre du jour où il loue le général Dembinsky d'avoir, malgré les dangers qui l'entouraient, conçu et exécuté le plan de se frayer un chemin à travers les troupes russes.

On apprend que le général Dembinsky, avec son corps de cavalerie, fort de 5000 hommes, et six canons, n'est pas loin de Varsovie dans les environs de Stoczek.

Une lettre d'un officier du corps du général Rohland donne des détails sur la malheureuse expédition de Lithuanie. Après l'affaire de Wilna, du 19 juin, il n'y eut aucun engagement jusqu'au 8 juillet. Ce jour-là, il y eut un combat près Schawle, suivant les plans de Gielhud et de Chlapowski; c'est ce dernier qui est le principal auteur de notre perte; car, lorsque, le 9, le corps eut été partagé en trois détachemens à Kursauy, sous les ordres de Dembinsky, Rohland et Chlapowski celui-ci se dirigea vers la Prusse, et commença à traiter avec les Prussiens. Rohland, pressé par les Russes, chercha à rejoindre Chlapowski et le suivit. Mais ne pouvant l'atteindre, et trouvant une position avantageuse, il battit, le 11, l'ennemi à Powandinie. Deux fois un parlementaire vint nous sommer de capituler, et deux fois nous refusâmes de rien entendre. Rohland, presque complètement cerné par les Russes, le 14 juillet, à Gorzdy, apprit que Chlapowski avait déterminé Gielhud à passer aussi la frontière prussienne; néanmoins il marcha vers le sud, espérant que ses forces suffiraient pour lui ouvrir un passage. Mais, privés de vivres et de munitions, nous passâmes, à Degucie, la frontière prussienne, après avoir refusé de nous rendre au général Kreutz. Nous apprîmes là qu'un officier, dans son indignation, avait tué Gielhud.

Nous ne pouvons rien dire de certain sur les manœuvres de Paskewitz; cependant, il est positif que ses avant-postes, après la prise d'Howse sont avancés jusqu'à Sochaczew, sur la Vistule. Si Paskewitz suit ses

plans militaires accoutumés, il faut s'attendre à une bataille décisive. Le général Rudiger n'a encore jeté sur la rive gauche que quelques détachemens qui ont pénétré jusqu'à Sienna.

Des personnes arrivées de Lowicz ont déclaré qu'on en était déjà venu à des combats de cavalerie sur la Bzura.

Le général Casimir Skarzinsky, qui commande à Sochaezen sur la Bzura, a remporté plusieurs avantages sur les Russes, et il les empêche de franchir cette rivière.

Le général Uminski a repris du service, et il est parti pour l'armée avec le généralissime.

Les généraux de brigade Chrzanowski et Romarino ont été nommés généraux de division. Le colonel Langermann a été fait général de brigade. (Gazette de Prusse.)

ANGLETERRE. — Londres, 18 août.

Il paraît que des affaires très-déliées à traiter existent dans ce moment entre notre cabinet et le vôtre : nous voyons l'horizon politique se charger de nuages. Le fils de M. C. Périer est arrivé à Londres depuis hier. M. Périer a été porteur de la nouvelle officielle du rappel de 20,000 soldats : on prétend que ce n'est pas seulement d'apporter cette seule nouvelle qu'il aurait été chargé, mais tout est couvert du voile du mystère et rien ne transpire encore.

D'après le dire de certains personnages, notre ministère veut faire un pont d'or à votre cabinet, s'il veut tenir ses engagements ; car ici on n'invoque qu'une divinité, c'est la paix. Ainsi on passera sous silence la phrase menaçante du maréchal Soult. On engagera le roi de Hollande à se lier par les promesses les plus solennelles. On verra démolir les forteresses de nouvelle construction. Enfin on fera tout ce que le gouvernement français voudra pour que l'armée française rentre dans son pays. Mais malgré toutes les concessions de notre gouvernement, les gens initiés dans les affaires sont d'avis qu'ils n'empêcheront pas néanmoins que la guerre ait lieu. Tel est l'état d'imbroglio où aujourd'hui se trouvent les affaires.

Les fonds ont baissé aujourd'hui ; on attribue cette baisse, entre autres choses, à l'incertitude qui paraît régner à l'égard de notre ministère.

Nous avons reçu par voie extraordinaire les journaux anglais du 17, et nous y avons trouvé la preuve du retentissement prodigieux qu'a eu dans tout le pays la réponse du maréchal Soult au sujet de la Belgique. Toute l'ancienne rivalité contre la France semble subitement réveillée, et dans plusieurs journaux il y a un ton de menace très-prononcé : mais tous, au reste, quelle que soit leur couleur, tiennent un langage qui ne diffère que par le plus ou le moins de violence.

« Le maréchal Soult, dit le Times, annonce que les troupes françaises resteront en Belgique jusqu'à ce qu'on ait pu acquérir la certitude que les troupes hollandaises ne rentreraient point sur le territoire belge. Voilà une promesse bien rassurante ! autant aurait valu dire tout d'un coup que l'armée française occuperait indéfiniment la Belgique : il n'y aurait eu que les mots changés, le sens serait le même, car il est évident qu'à aucune époque on ne pourra avoir la certitude que les Hollandais ne reviendront pas.

« Devons-nous croire que le ministère français n'a voulu autre chose que de pêcher une majorité en tendant un appât auquel il sait bien que ses compatriotes, dans leur avidité irréfléchie pour une guerre générale, ne manqueraient pas de mordre ? S'il en est ainsi, espérons que, maintenant que l'adresse est volée, n'ayant plus besoin de ces trompeuses amorces, il sera de meilleure foi dans ses discours et donnera des déclarations plus satisfaisantes.

« Lord Grey, dans la dernière séance de la chambre des lords, a déclaré en termes très-précis que l'Angleterre avait le droit d'attendre et attendait que la France rappellerait son armée aussitôt que l'objet pour lequel son secours avait été requis serait accompli. Que peut dire à cela le maréchal Soult ? N'a-t-il pas assez de guerre contre les armées anglaises ?

« Voilà encore M. Casimir Périer qui, sans doute pour attraper une majorité, vient avec des fanfaronnades nous parler de 3,500,000 gardes nationaux. Est-ce simplement pour jeter de la poudre aux yeux des Français ou avec l'espoir de faire peur aux autres pays ? De pareilles vanteries ne produisent guère d'effet ; l'Europe n'a pas peur de la France. L'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Hollande seraient trop forte partie pour la France, si celle-ci est assez faible, assez aveugle pour perdre volontairement la plus belle partie qui jamais ait été jouée (la résurrection de la Pologne), en poursuivant en égoïste de sordides projets sur la Belgique, projets dans lesquels elle échouera infailliblement. »

Les provinces belges n'appartiendront jamais à la France, pour peu que Léopold reste ferme. Les Belges eux-mêmes ne désirent point la réunion, et les autres puissances ne la permettront pas. La résurrection de la Pologne est sans doute un noble but ; que M. Périer combatte pour l'atteindre, et la France est sauvée. Mais telles ne sont pas, à ce qu'il semble, ses intentions. Si nous ne nous trompons pas, son projet est clair, il veut amuser les Français avec une apparence de détermination et avec une sorte de combat simulé pour la liberté en Belgique. Pendant ce temps la crise de la Pologne se terminera, alors il fera retirer ses troupes et il n'aura plus de sujet de collision avec les grandes puissances au sujet de la Pologne ; car le moment d'intervenir sera passé. »

Le Morning-Chronicle est, de tous les journaux, celui qui parle avec le plus de modération ; et ce qui semble l'avoir mis sur ses gardes, c'est

l'avidité avec laquelle le parti tory, dans le parlement, s'est emparé des paroles du maréchal Soult pour pousser à une guerre contre la France.

« Si la guerre, en effet, était déclarée, il est à croire que le duc de Wellington reprendrait de l'influence, et que son parti pourrait rentrer au ministère. »

POSTE DE L'APRÈS-MIDI.

ELECTIONS.

Serait-il possible que dans une affaire aussi capitale que celle des élections, il se trouve des personnes, ayant qualité d'électeurs, qui, sous des prétextes frivoles, quand elles ne poussent pas l'indifférence jusqu'à une entière inertie, se tiennent à l'écart et se dispensent de remplir un devoir civique qu'elles ne peuvent négliger sans manquer à la société ? Il n'est malheureusement que trop vrai, et ces personnes sont souvent les premières à se lamenter lorsque les affaires publiques marchent mal ; lorsque des lois sont portées qui blessent leurs intérêts personnels. Nous les engageons à bien peser les conséquences de leur conduite, et à se bien pénétrer de ceci, que leur coopération à faire élire de bons députés, contribuera à éloigner ces motifs de plainte de leur part. (Courrier de la Meuse.)

— Un courrier de cabinet est parti hier de Bruxelles portant à M. van de Weyer des pleins pouvoirs pour traiter d'un arrangement définitif à Londres entre la Belgique et la Hollande.

— Les princes français ont parcouru hier plusieurs rues de Bruxelles, en habit de ville et à pied ; quelques personnes les ayant reconnus, la foule se mit à les suivre malgré les efforts qu'ils firent, en prenant diverses rues retournées, pour échapper à l'empressement de la foule qui grossissait toujours.

Les princes ont dîné chez le roi. Ils partent aujourd'hui pour Cumpitch, près Tirlemont, où ils passeront une grande revue de troupes françaises, à laquelle le roi Léopold assistera.

— C'est par erreur que le Moniteur Belge, l'Indépendant et nous-mêmes avons annoncé la mort du lieutenant colonel de Villers, officier montois qui sert dans l'armée hollandaise, et qu'on prétendait avoir été tué dans le Limbourg. (Courrier.)

— La Vistule a de nouveau considérablement grossi, et le pont établi près de Josefow, pour le passage du corps de Rudiger, aurait été emporté. (Gaz. de Prusse.)

— Une personne venant de Maestricht, apporte ici l'agréable nouvelle que les forts Willems et St-Pierre, à Maesiricht, viennent d'être évacués par les Hollandais ; la garnison de cette ville doit aussi partir pour la Hollande. L'occupation de Maestricht doit avoir lieu par les troupes françaises qui remettront cette place à qui de droit. (Journal de Ferviers.)

— La victoire remportée par les Hollandais sous les murs de Louvain a été annoncée à La Haye par 100 coups de canon. (Journal de Commerce.)

— Le gouvernement anglais vient de rappeler 25,000 hommes de troupes qui se trouvaient en Irlande. On parle d'une expédition sur le continent, mais bien plus d'un changement de ministère. (Idem.)

COMMERCE.

Paris, le 16 août ; les huiles de colza étaient cotées : disp., 79 50 à 80 fr. ; 4 derniers mois, 81 à 82 ; les dern. 1832, 81 à 82.

Amsterdam, le 15 août : les huiles étaient cotées : colza disp., fl. 44 ; sept., 45 ; huile de lin disp., 40 1/2.

La graine de colza était cotée de 42 à 48 liv. et celle sur 6 aimes livrable en oct., 50.

PRIX DES HUILES. — Lille, 19 août.

	Graines.		Huiles.		Tourteaux.
	17 20	21 22	70 f. 25	70 50	
Colza	17 20	21 22	70 f. 25	70 50	9 50
OEillette	" " "	" " "	" " "	" " "	" " "
Id. bon goût	21 22	" " "	92	93	8 50
Lin	18	20	82 50	" "	14 " 16 "
Caméline	18 20	" "	77 50	" "	9 " "
Chanvre	13	" "	78 50	" "	9 " "
Huile épurée pour quinquets			78 25	75 50	
Idem réverbères			76 25	76 50	

Fonds publics à Londres du 17 août. — Cons. 81 7/8.

Cours de Vienne du 11 août. — Met. 76 5/8. Act. de banque, 950.

Du 12, par voie extraordinaire. — Met. 76 3/8 ; act. de la banque, 946 2/5

Bourse de Paris, du 20 août. — Rentes 5 p. 0/10 au compt., jouiss. du 22 mars 1830, 88 fr. 95 c. — 4 p. 0/10, 73 fr. 00 c. — Rentes 3 p. 0/10, jouissance du 22 juin 1830, 57 fr. 85 c. — Act. de la banque, 1520 fr. 00 c. — Certif. Falconnet, 68 fr. 25 c. — Cortes d'Espagne, 9 fr. 00. — Emprunt royal d'Espagne 1830, 62 fr. 3/4. — Rente perpétuelle d'Espagne, 48 fr. 1/4. — Emprunt de France, 1831, 88 fr. 90.

ANNONCES.

1210. Bon vinaigre de vin, première qualité, à vendre en gros et en détail. S'adresser chez M^{me} Naliene, rue de Fer, à Namur.

1099. Emprunt de douze millions de florins. Les personnes qui désireraient vendre leurs récépissés de paiemens de cet emprunt, peuvent s'adresser au notaire Delvigne, qui est chargé d'en acheter par commission.

1215. L'on demande un remplaçant pour la milice. S'adresser au bureau de cette feuille.